



CHAPITRE 93

LOI CONCERNANT LA CONTRIBUTION PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS A LA CONSTRUCTION DE CER- TAINS CHEMINS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
de la contribution municipale à la construction des chemins.
2. Chacune des municipalités traversées par la route Contributions par certaines municipalités.
Montréal-Québec (sauf par la partie formée du chemin ayant appartenu à la commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec), ou par la route Édouard VII, est tenue, à compter du 9 février 1918, (date de l'entrée en vigueur de la loi 8 George V, chapitre 10), de payer au trésorier de la province une contribution de mille dollars pour chaque mille de ces routes construit ou reconstruit dans ses limites par le gouvernement, et une contribution proportionnelle pour chaque partie de mille.
8 Geo. V, c. 10, s. 1.
3. Les sommes déjà versées par une municipalité au Déduction en certains cas.
trésorier de la province en paiement de contributions promises par elle, seront déduites du montant de la contribution déterminée par la section 2 de la présente loi.
8 Geo. V, c. 10, s. 2.
4. Les résolutions adoptées en vertu du sous-para- Effet de certaines résolutions.
graphe d du paragraphe 1 de l'article 20 de la loi 3 George V, chapitre 21, et approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, conservent leur effet. 8 Geo. V, c. 10, s. 3.
5. Le conseil de toute municipalité tenue au paie- Pouvoir d'emprunter le montant de la contribution.
ment de ces contributions peut, par résolution, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter un emprunt par émission de bons, obligations ou débentures sous le seing du maire et de toute autre personne désignée dans la résolution, le contre-seing du secrétaire-trésorier ou greffier et le sceau de

la corporation, pour une somme n'excédant pas le montant de la contribution à payer, remboursable dans un délai n'excédant pas dix ans et portant intérêt à un taux n'excédant pas sept pour cent par an.

Taxe spéciale. La résolution doit pourvoir, à même les revenus de la municipalité, ou par l'imposition d'une taxe spéciale, au paiement des intérêts annuels et à l'établissement d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le montant emprunté à ou avant l'expiration de la période d'emprunt. 8 Geo. V, c. 10, s. 4.

Aide municipale à la construction de certains chemins 168.V.C.70
